



CONTRE LE MASSACRE SOCIAL QUI S'ANNONCE DÉVELOPPER ET COORDONNER LES LUTTES NPA POUR CONSTRUIRE LE TOUS ENSEMBLE !

NOUVEAU PARTI
ANTICAPITALISTE

BULLETIN DU COMITÉ NPA RENAULT CLÉON - 26 OCTOBRE 2012

Samedi dernier, des dizaines de milliers de personnes ont manifesté au Royaume-Uni contre la politique d'austérité du Premier ministre David Cameron. Son gouvernement venait d'annoncer qu'il allait encore tailler dans les dépenses sociales, en annulant par exemple l'aide au logement pour les moins de 25 ans, alors que le chômage des jeunes n'a jamais été aussi fort.

Partout en Europe, au Nord comme au Sud, la population est confrontée à ces attaques.

En Grèce s'est déroulée, mercredi dernier, la deuxième grève générale du mois d'octobre, contre de nouvelles baisses des salaires et des retraites.

Dans tous les pays, de l'Espagne à l'Irlande, de la Grèce à l'Angleterre, tout comme en France, les gouvernements de gauche ou de droite s'entendent pour faire payer la population.

HOLLANDE AUSSI

VEUT FAIRE PAYER LA POPULATION

Le projet du gouvernement serait de faire 30 milliards de cadeaux aux patrons sous la forme d'une nouvelle baisse des cotisations patronales. Une baisse qui serait compensée par une hausse de la CSG, qui, elle, pèse principalement sur les salaires.

Mais le même gouvernement - qui cède si facilement aux patrons - n'a pas hésité à répondre par l'envoi des gendarmes mobiles, des CRS et les tirs de lacrymos aux ouvriers de PSA, d'Arcelor, de Good-Year et de Sanofi, venus protester au « Mondial de l'auto » contre les licenciements.

Tous invoquent la « crise », mais derrière ce refrain se cache uniquement la volonté de sauvegarder ou d'accroître encore les profits des plus grosses entreprises.

Et pour cela, tout est bon: fermetures d'entreprises, suppressions d'emplois, souvent présentées comme des plans de départs volontaires, mais vont tout autant envoyer les salariés à Pôle emploi.

Ou les plans dits de « compétitivité », sous la pression d'un chantage qui se généralise : « *Ou on licencie, ou vous acceptez une flexibilité totale*

sur les horaires, conditions de travail et salaires ».

Renault veut ainsi imposer à ses 3 usines espagnoles le blocage des salaires jusqu'en 2016, des baisses de primes et l'augmentation du nombre d'heures de travail annuelles. Un avant-goût de ce qu'ils entendent rapidement imposer à leurs salariés en France, tout comme PSA l'a déjà fait cet été à Sevelnord.

Face à cette situation, la colère monte. Il ne se passe pas un jour sans qu'on entende parler de mobilisation des travailleurs : les Petroplus à Rouen ou les Technicolor à Angers dont la liquidation judiciaire vient d'être prononcée dans les deux cas ; les PSA qui se battent contre le plan de 8 000 suppressions d'emplois, la fermeture du site d'Aulnay. Et bien d'autres.

POUR ETRE EFFICACE, COORDONNER LES LUTTES

Se battre seul dans son coin, c'est perdre. Tout le problème est de réussir à coordonner ces luttes, pour que chacun ne se retrouve plus isolé.

Cette semaine, plusieurs actions sont prévues : jeudi 25 octobre les salariés de PSA manifestent le matin au siège, avenue de la Grande Armée, puis l'après-midi à Bercy où doit se tenir une rencontre tripartite État-syndicats-PSA organisée par le gouvernement.

Le même jour, les salariés de la SNCF sont appelés à la grève, tout comme les Sanofi qui affrontent eux aussi un plan de suppressions d'emplois.

Le lendemain, ce sont les salariés d'Air France qui sont appelés à la grève contre les 5 122 suppressions d'emplois prévues par le plan « Transform 2015 ».

Le 14 novembre, les syndicats du Portugal, d'Espagne et de Grèce, suivis par la Confédération Européenne des Syndicats, ont décidé de faire du 14 novembre une journée de grève générale européenne.

A nous tous de nous saisir de toutes ces occasions pour mettre à l'ordre du jour la construction de l'indispensable « Tous ensemble ».

L'AUSTÉRITÉ TUE !

Vendredi 19 octobre, une femme a accouché au bord de l'autoroute A 20, son enfant n'a pas survécu. Elle se rendait à la maternité de Brive à 1h20 de son domicile, la maternité proche de chez elle ayant été fermée en 2009. Ce n'est pas la fatalité. C'est une des conséquences des politiques menées depuis des années par tous les gouvernements de gauche et de droite qui, au nom de la rentabilité à tout prix, ont fermé maternités et hôpitaux de proximité, regroupé les services et étranglé financièrement les hôpitaux publics, malgré la résistance des populations. Ils sont à ce titre responsables et coupables.

Aujourd'hui, Hollande et son gouvernement poursuivent la même politique en imposant une nouvelle cure d'austérité de 675 millions d'euros pour l'hôpital, dans le Projet de Loi de Financement de la Sécurité Sociale 2013, entraînant de nouvelles fermetures et de nouvelles restructurations.

Et la rentabilité ne frappe pas que les hôpitaux : le montant des remboursements par la Sécurité sociale ne cesse de diminuer. Là encore, les gouvernements de droite et de gauche sont responsables et coupables, coupables de diminuer les remboursements, d'instaurer des franchises et forfaits sur les soins à l'hôpital et en ville, coupables d'accepter les dépassements d'honoraires ou de ne vouloir que les « encadrer », comme le gouvernement actuel.

Ils prétendent que la Sécurité sociale est en déficit, alors que les patrons bénéficient de milliards d'exonérations de cotisations : 30 milliards en 2010, 255,5 milliards entre 1990 et 2010, soit bien plus que le « déficit » ! Il est temps de faire savoir à ce gouvernement que notre santé vaut mieux que leur profits.

QU'IL EST BEAU MON PATRON !

Si la situation n'était pas tragique, avec le risque de voir des centaines de familles se retrouver sur le carreau, on pourrait rire de l'attitude de l'intersyndicale de PETROPLUS.

Alors que le Tribunal de Commerce de Rouen a prononcé la liquidation de la raffinerie le 16 octobre dernier, conformément aux réquisitions du Procureur de la République, dont tout le monde connaît l'absence d'indépendance vis-à-vis du pouvoir politique en place, les représentants de l'intersyndicale ont passé leur temps à vanter les mérites de l'entreprise NET OIL, candidate à la reprise du site, lors du rassemblement de jeudi dernier. Plus fort encore, elle signait la veille un communiqué commun avec NET OIL, dont il ne faut pas être un fin analyste financier, pour comprendre que ce repreneur n'est rien d'autre qu'un Bernard Tapis ou qu'un Lakshmi Mittal, patron d'Arcelor, qui vient d'officialiser la fermeture des hauts fourneaux de Gandrange.

Dans cette lutte comme dans toutes les autres, une seule chose compte vraiment en définitive : l'état du rapport de force.

Face aux mastodontes du Pétrole comme Total, Shell ou Exxon, qui ont décidé de fermer toutes les petites raffineries dans les pays de l'occident et devant lesquels tous les gouvernements de la planète courbent l'échine, seul la construction d'un « Tous Ensemble », englobant les PETROPLUS, les sous-traitants, l'ensemble des salariés de la filière et la population pourrait permettre de peser suffisamment pour une issue réellement positive dans la durée. A force de remettre la préparation de la bagarre à mener aux calendes grecques, c'est l'un des ténors du PS, Guillaume Bachelay, qui apparaît comme combatif alors que ses amis au gouvernement refusent de prendre les vraies mesures pour l'emploi, c'est-à-dire nationaliser sous le contrôle des travailleurs les entreprises qui licencient.

ENFIN UNE BONNE NOUVELLE !

En cette période où les mauvaises nouvelles se ramassent à la pelle, entre les annonces de plans de licenciements et celles du gouvernement qui confirment qu'entre le camp du monde du travail et celui des puissants, le choix est vite réglé, la bonne nouvelle est à trouver au niveau local, sur les rives de l'Oison exactement.

Samedi 13 octobre, une trentaine de salariés du centre commercial E.LECLERC de Saint-Pierre-lès-Elbeuf ont commis leur premier crime depuis l'ouverture du magasin : user de leur droit de grève et le faire savoir haut et fort auprès de la clientèle. Faut dire qu'ils ne sont pas gâtés, les salariés de la grande distribution. Horaires de m..., salaires de m... et voilà que leur PDG décide de leur coller une réorganisation dégradant encore leurs conditions de travail. Mais il y a des fois où le discours patronal sur le fait que nous sommes tous dans le même bateau, qu'il faut bien se serrer la ceinture, que c'est la crise et qu'on y peut rien... ne passe plus. Parce que quand il veut, le patron de LECLERC n'a pas de problème pour trouver de l'argent, pour refaire la cafétéria, construire un drive, inonder nos boîtes aux lettres de publicité en couleur... mais pour satisfaire les revendications légitimes des salariés, là, évidemment, y'a plus une thune.

Ils ont raison les salariés de LECLERC de choisir la voie de la bagarre plutôt que celle de la résignation. Espérons que nous les reverrons bientôt dans les manifs avec les Carrefour, les Ikea, les Leroy Merlin et tous les salariés du commerce dans le « tous ensemble » nécessaire.

MAIL POUR NOUS CONTACTER :

nparenaultcleon@gmail.com

site national du NPA: www.npa2009.org

site NPA agglomération Rouen: www.npa76.org

LE BLOG DU SECTEUR AUTOMOBILE DU NPA www.npa-auto-critique.org

Avec ses tracts, actus, dernières infos, le site « auto-critique » est une plateforme essentielle à la lutte d'un secteur qui ne cesse de résister aux capitalistes

I.N.P.S. - ne pas jeter sur la voie publique